

Burundi : un journaliste local libéré après deux jours de détention

@rib News, 07/06/2016 â€“ Source AFP Un journaliste burundais, arrêté par la police dimanche dans la province de Cibitoke (nord-ouest) puis remis aux services secrets qui dépendent de la présidence, a été relâché mardi, a-t-on appris de source policière et auprès de témoins sur place. "Le journaliste Egide Ndayisenga (photo) est libre, il vient d'être relâché par le procureur de Cibitoke il y a quelques instants", a annoncé une source policière, qui a requis l'anonymat.

L'information a été confirmée par des amis du journaliste burundais, qui l'ont vu et lui ont parlé. Il "se porte bien même s'il est éprouvé par l'épreuve qu'il vient de traverser", a rapporté l'un d'eux. Le journaliste de Bonesha FM, âgé de 25 ans, a été arrêté dimanche matin alors qu'il se trouvait à Cibitoke, chef-lieu de la province du même nom, depuis samedi "pour rendre visite à des amis", avait expliqué un témoin de son arrestation, sous couvert d'anonymat. Détenu dans un premier temps au Service national de renseignement (SNR), il a été transféré sur ordre du procureur lundi à la police. Il passa la nuit dans un poste de police, selon la même source policière. Selon une autre source policière contactée lundi, Egide Ndayisenga avait été interrogé sur d'éventuels liens avec des "radios d'opposition basées au Rwanda" et sur des voyages qu'il effectuerait régulièrement dans ce pays dont les relations sont très tendues avec Bujumbura. Le journaliste avait nié ces accusations, selon cette source. Depuis que les principales radios privées du Burundi, dont Bonesha FM, ont été réduites au silence par le pouvoir en mai 2015, après une tentative de coup d'état militaire contre le président Pierre Nkurunziza, une centaine de journalistes ont fui en exil. La plupart se trouvent au Rwanda, où des médias indépendants continuent à couvrir l'actualité burundaise via le web et, depuis peu, sur les ondes courtes. Quelques journalistes restés au Burundi ont continué à exercer leur métier dans des conditions de sécurité difficiles, alimentent notamment les sites internet de leurs anciennes radios. Le Burundi a plongé dans une grave crise émailée de violences lorsque le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays.